

**Union européenne - Glyphosate -
Réponse de M. Édouard Philippe,
Premier ministre, à une question à
l'Assemblée nationale
(Paris, 10 octobre 2017)**

Madame la Députée, ce n'est pas la première fois, et probablement pas la dernière, que nous évoquons ce sujet lors de la séance des questions au gouvernement. À votre grande déception sans doute, je ferai la même réponse que précédemment, ce qui démontrera une certaine constance et le souci d'être cohérent.

Le glyphosate entre dans la composition de 178 produits commercialisés en France. Des interrogations ont été formulées sur son éventuelle dangerosité. De nombreuses expertises ont été conduites par des autorités de santé, aussi bien françaises qu'européennes. Votre vision, votre lecture, vous conduisent à évoquer certaines de ces études ; il en existe d'autres, vous le savez.

Notre but est très simple. Nous partons de l'idée qu'il nous faut fixer des objectifs à la fois clairs, prévisibles et irréversibles. Constatant qu'il n'existe pas à ce jour de produits qui puissent aboutir aux mêmes résultats que ceux élaborés à partir du glyphosate, constatant que certains agriculteurs souhaitent pouvoir transformer leur façon de produire mais que d'autres se trouvent dans la nécessité d'utiliser ces produits, j'ai demandé au ministre de l'agriculture et au ministre d'État chargé de la transition écologique de préparer une stratégie de sortie du glyphosate.

Ainsi, en tenant compte de l'ensemble des connaissances scientifiques et de l'évolution des pratiques agricoles, nous pourrions définir de façon calme, ordonnée, prévisible - et irréversible - les moyens de faire évoluer notre modèle de production agricole.

Madame la Députée, la Commission européenne a présenté une proposition tendant à autoriser la commercialisation du glyphosate pour les dix prochaines années. Le président de la République et le gouvernement ont indiqué que la France n'était pas favorable à cette proposition. La position de la France n'a pas changé depuis la dernière fois que l'on m'a posé cette question et il est probable qu'elle n'évoluera pas d'ici à la prochaine.

Nous essaierons de traiter ce sujet dans sa globalité. Nous tiendrons compte des enjeux liés à l'environnement, à la transformation du modèle agricole et à la capacité des agriculteurs à produire et à vivre de leur travail. Les États généraux de l'alimentation offrent l'occasion de se poser ces questions. Mais encore une fois, c'est aux deux ministres compétents dans ce domaine qu'il appartiendra de proposer une feuille de route sur laquelle le gouvernement pourra s'engager./.

(Source : site Internet de l'Assemblée nationale)